

PRÉFET DU BAS-RHIN

SCAN UT-67

AG

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 25 AVR. 2016

portant levée de la consignation
engagée à l'encontre de la société HAUTEPIERRE ENERGIE
par arrêté préfectoral du 1er septembre 2015

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet de Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1991 autorisant les sociétés SERS, SAC et STREC à procéder à la remise en service de la centrale thermique de la ZUP de HautePierre à Strasbourg,
- VU L'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 mwth ,
- VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 2013 fixant à la société HAUTEPIERRE ENERGIE des prescriptions complémentaires relatives à la transmission des résultats d'autosurveillance des rejets atmosphériques
- VU L'arrêté préfectoral du 28 octobre 2014 mettant en demeure la société HAUTEPIERRE ENERGIE de respecter les dispositions de l'arrêté du 24 juin 2013, de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 et du code de l'environnement ,
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2015 consignait une somme de 20 000 € TTC suite au constat du non-respect de certains points de la mise en demeure susvisée,
- VU la transmission le 4 novembre 2015 d'un complément à l'étude de dangers de 2010 et d'un rapport d'intervention de la société CLEMESSY,
- VU le rapport du 4 avril 2016 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,
- CONSIDÉRANT que les prescriptions couvertes par la mise en demeure susvisée du 28 octobre 2014 sont désormais respectées et qu'il y a lieu en conséquence de lever la mesure de consignation prise à l'encontre de la société HAUTEPIERRE ENERGIE par l'arrêté préfectoral susvisé du 1^{er} septembre 2015,
- SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La procédure de consignation d'un montant de 20 000 euros engagée à l'encontre de la société HAUTEPIERRE ENERGIE par arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2015 pour les installations classées situées 60 rue Jean Giraudoux à 67200 STRASBOURG est levée.

Article 2 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le représentant de la société HAUTEPIERRE ENERGIE, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de STRASBOURG sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général


Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg):

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.